



SOLIDAIRES finances

Solidaires Finances Publiques - Solidaires CCRF & SCL - Solidaires-DOUANES -
Solidaires IDD - SUD INSEE - SUD ADMINISTRATION CENTRALE MINEFI
SUD CDC - SUD CNP - SNABF-Solidaires
93bis, rue de Montreuil 75011 PARIS
solidairesfinances@solidairesfinances.fr - <http://www.solidairesfinances.fr>

BOUCHES DU RHÔNE

Marseille le 13 décembre 2012

COMPTE RENDU DE LA SEANCE PLENIERE DU CHS CT DU 11/12/2012

1) TARASCON, suite du droit d'alerte :

Les représentants de Solidaires aux Finances ont demandé à la direction des explications sur les mesures mises en place (DAST, EDD...) et insisté sur l'implantation d'emplois pérennes sur ce site.

Le prélèvement d'un contrôleur de l'accueil sur le site d'Aix Estienne d'Orves est inacceptable !

La parité syndicale a voté à l'unanimité deux vœux visant à d'une part faire appliquer à la lettre les modalités du droit d'alerte et d'autre part à ce qu'aucune mesure restrictive en matière de droit à mutation ne soit appliquée aux personnels ayant exercé leur droit d'alerte.

Bien entendu, nous restons très attentifs à l'évolution de la situation de cette résidence et demandons à la direction le maintien du contrôleur EDRA sur Estienne d'Orves (déshabiller Pierre pour Habiller Paul...). Nos élus interviennent dans ce sens au cours de la CAPL n° qui se réunit ce jour.

2) BSI D'ARLES suite du droit d'alerte :

Les Douanes semblent enfin prendre la mesure des problèmes rencontrés par les agents (vétusté et dangerosité des locaux) Deux pistes sont « envisagées » : acquisition ou location de locaux ; mais aucune date n'a été à ce jour fixée. Les représentants de Solidaires aux Finances ont insisté sur le fait que cette situation qui dure depuis des années ne fait qu'empirer et qu'une solution rapide s'impose.

3) Suite des visites de sites par l'inspecteur sécurité et santé au travail (ISST) :

Les élus de Solidaires aux Finances ont pointé du doigt l'absence de vérification des installations électriques , pourtant obligatoires, et ont demandé au président du CHS-CT de respecter ses obligations en matière de sécurité.

4) Point sur la réinstallation de la Trésorerie de Marseille Hospitalière :

Les travaux devraient être finis au plus tard le 15 JANVIER. Les élus de Solidaires aux Finances ont regretté que la décision de réinstallation n'ait pas été soumise au CHS-CT, les privant de leur droit de faire des observations et remarques dont la direction aurait pu tenir compte.

5) INSEE :

Les agents dont les postes à terme sont menacés demandent une expertise locale externe, refusée par le président du CHS-CT au prétexte qu'une expertise nationale et un groupe de travail sont en cours.

6) DUERP ET EDD EN DOUANES

Les représentants de Solidaires aux Finances ont à plusieurs reprises dénoncé la mise en place de ces outils qui ne sont que de la poudre aux yeux destinés à faire avaler aux agents les suppressions incessantes d'effectifs.

7) RIALTO INVESTIGATION EN DIRCOFI

Malgré la demande des représentants de Solidaires aux Finances de soumettre au vote du CHS-CT la mise en place de ce nouveau module, le président du CHS-CT est resté sourd ne tenant compte ni de l'augmentation de la charge de travail ni de la standardisation des contrôles sur place.

Un vœu sur l'abandon pur et simple de RIALTO investigation a été adopté à l'unanimité.

8) QUESTIONS DIVERSES

De nombreux points ont encore été abordés, comme la réparation des ascenseurs rue Borde, encore au moins 6 mois d'attente !, ou l'insécurité permanente dans laquelle nos collègues de la DNID (Commissariat Aux Ventes) ou aux douanes exercent leurs métiers et à chaque fois les mêmes réponses évasives de la Direction.

Bien entendu, nous restons très attentifs à l'évolution de l'ensemble de ces situations.

Les représentants Solidaires Finances au CHS-CT

Agnès Conte – Béatrice Sobota - Fabienne Lacambre – Françoise Vincenti

Philippe Piton - Jean-Etienne Corallini